

093	UTBM Service communication	l'Est Républicain	1er octobre 2017
		Région	Jacques Bahi - UBFC - Comue - grande région - politique

L'union des facs reste un combat

JOËL MAMET



Jacques Bahi, le président de l'université de Franche-Comté, fait partie de la commission nationale de consultation sur l'avenir des communautés d'universités. Archives ER/Ludovic LAUDE

Depuis deux ans, les universités comtoise et bourguignonne forment une « communauté ». Or le gouvernement s'interroge sur la pertinence de ce dispositif. Jusqu'à tout « détricoter » ? Le président de l'UBFC reste optimiste.

Il date de 2004, le début du rapprochement des facs de Dijon et Besançon. Donc, de l'université de Bourgogne (UB) et de celle de Franche-Comté (UFC).

La démarche a suscité des craintes, côté comtois. Sur l'air (connu) : « Dijon va bouffer Besançon. » Puis un dispositif qui favorise non pas la fusion, mais l'union, a émergé en 2013 : la COMUE, Communauté d'universités et d'établissements.

Créée en 2015, l'UBFC (Université de Bourgogne Franche-Comté) est une COMUE. Répartie sur 22 sites, elle compte 56 000 étudiants, à l'UB et l'UFC, mais aussi dans la plupart des écoles d'ingénieurs de ce territoire (dont l'ENSMM à Besançon), sans oublier l'Université technologique de Belfort-Montbéliard.

Les Comtois semblaient s'en être plutôt bien sortis, avec le président de l'UBFC (Nicolas Chaillet) issu de leurs rangs, et le siège de ce nouvel organisme à Besançon. Puis survinrent la présidentielle et le gouvernement qui en a découlé, avec sa ministre de l'Enseignement supérieure, Frédérique Vidal. Dès 2013, elle avait affiché son scepticisme sur l'efficacité des COMUE, comme présidente à l'époque de l'université de Nice-Sophia-Antipolis. Alors ?

« La ministre a évoqué une transformation de ce dispositif », souligne Jacques Bahi,

président de l'UFC. « C'est pourquoi toutes les parties concernées sont entrées en réflexion, avec mise en place d'une commission (nationale) de consultation, dont je fais partie. »

• « On s'est battu »

Contrairement à une partie de ses collègues enseignants-chercheurs, M. Bahi ne croit guère à la disparition pure et simple des COMUE (actuellement 21, elles regroupent une bonne part des 75 universités françaises). « Ces communautés ont des défauts liés à leur jeune âge. Elles manquent d'homogénéité, leur mode de gouvernance doit être renforcé », relève-t-il. « Mais je reste convaincu que ce système peut être transformé, sans aller jusqu'à la fusion. Laquelle ne serait pas acceptée par les écoles d'ingénieurs, car elles y verraient la perte de leur identité. Or il est très important de ne pas séparer ces écoles des universités. » Jacques Bahi l'assure : « Notre communauté fait partie de celles qui fonctionnent le mieux. C'est grâce à elle que notre projet I-SITE a été retenu » (I-SITE, ce programme de recherche pour l'innovation dans trois domaines : les matériaux dans l'industrie, l'agroalimentaire et la santé).

« On s'est battu depuis 2004 pour trois pôles d'enseignement supérieur et de recherche dans les deux régions, à Dijon, Besançon et Belfort-Montbéliard », pointe le président de l'UFC. « Et on a déjà eu assez de mal à y parvenir ! »